

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

# COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS – CREDIPAR

Société Anonyme au Capital de 138 517 008 €  
Siège social : 43 rue Jean Pierre Timbaud – 78300 Poissy  
317 425 981 RCS Versailles

## Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale mixte du 7 avril 2026

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS SA - CREDIPAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 "Principes Comptables" de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

#### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Risque de crédit – dépréciation des opérations avec la clientèle (Crédits, location avec option d'achat, location simple et autres financements)***

### ***Risque identifié***

Dans le cadre de son activité, CREDIPAR assure le financement du réseau de concessionnaires des marques du réseau Stellantis en France et fournit des solutions de financement automobile à ses clients finaux particuliers et professionnels sur le marché français.

L'appréciation de l'existence d'un risque de non-recouvrement ainsi que le montant des dépréciations et provisions comptabilisées pour couvrir ce risque relèvent du jugement exercé par la direction. Celle-ci prend notamment en considération des indicateurs tels que les défauts de paiements contractuels, la situation financière des emprunteurs affectant leur capacité de remboursement, les secteurs économiques dans lesquels ils évoluent, ou encore la viabilité de leurs modèles économiques.

Ces prêts et créances sont évalués au coût amorti diminué des pertes de valeur afin de couvrir les risques de crédit sur ces encours. Les dépréciations et provisions sont déterminées sur une base individuelle ou collective, en fonction du niveau de risque associé au prêt.

Tel qu'indiqué dans les notes 2C, 6, 9, 17 et 28 de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations et provisions sont déterminées selon différentes méthodologies dépendant du type de client concerné.

Les dépréciations et provisions sur les encours Retail sont principalement calculées de manière statistique (tant pour les dépréciations individuelles que pour les dépréciations collectives), en tenant compte de classes de risque homogènes et en se basant sur des historiques de recouvrement des créances.

Pour les clients dits Corporate, des dépréciations individuelles sont calculées à dire d'expert pour les encours en défaut ; les encours sains présentant au moins un impayé étant quant à eux provisionnés de manière collective sur la base d'une approche statistique.

Compte tenu de la nature significative des encours dans le bilan de la banque, de l'importance du jugement de la direction et de la multitude d'hypothèses dans l'estimation des provisions, nous avons considéré que l'évaluation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par les provisions et du niveau du coût du risque associé constitue un domaine d'attention particulière et un point clé de l'audit pour l'exercice 2025.

Le portefeuille de créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit de Crédipar s'élève à 12 427 millions d'euros au 31 décembre 2025, dont 132,5 millions d'euros de créances douteuses et compromises et 130,6 millions d'euros de dépréciations et provisions.

### ***Notre réponse***

Dans le cadre de notre approche d'audit, combinant des tests de contrôle et des tests de détail, nos travaux ont principalement consisté à :

- prendre connaissance et apprécier :
  - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
  - la gouvernance des modèles et les changements des paramètres ;
  - les processus de déclassement des créances envers la clientèle et d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») ;
  - les contrôles opérés par le Groupe sur la qualité des données dans les systèmes sources, ainsi que le flux et la transformation de ces données entre les systèmes sources, le moteur de calcul des pertes attendues et la comptabilité générale ;
  - les contrôles relatifs à la surveillance des crédits Corporate et Retail, au processus d'examen régulier des dossiers de crédit, à l'approbation des dépréciations individuelles évaluées à dire d'expert et à leur caractère approprié eu égard au niveau de risque estimé.
- mener des procédures visant à :
  - vérifier la conformité des modèles de détermination des calculs des pertes attendues par rapport aux exigences des règles et principes comptables applicables ;
  - vérifier la qualité des données utilisées pour le calcul des pertes attendues ;
  - vérifier les processus automatiques de déclassement des créances douteuses ;
  - recalculer les différents paramètres de risques utilisés ainsi que les dépréciations en découlant ;
  - apprécier le caractère raisonnable, sur la base d'échantillon, du caractère raisonnable des dépréciations évaluées à dire d'expert.

Nous avons également apprécié les informations sur le risque de crédit présentées dans les états financiers au 31 décembre 2025.

### ***Vérifications spécifiques***

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

## ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS SA - CREDIPAR par votre assemblée générale du 15 mai 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 avril 2005 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 21<sup>ème</sup> année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ***Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit***

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 23 mars 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Gaël COLABELLA

Forvis Mazars SA  
Maguette DIOP

## Bilan au 31 décembre 2025

<b>ACTIF</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>2 489 526</b>	<b>2 428 561</b>
- Caisse, Banques Centrales (note 4)	1 240 925	1 298 087
- Créances sur les établissements de crédit (note 5)	1 248 602	1 130 474
<b>Opérations avec la clientèle</b> (note 6)	<b>3 538 640</b>	<b>3 396 668</b>
- Autres concours à la clientèle	3 538 635	3 396 668
- Comptes ordinaires débiteurs	5	-
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> (note 7)	<b>4 313 845</b>	<b>4 913 749</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Parts dans les entreprises liées</b> (note 8)	<b>57 212</b>	<b>52 732</b>
<b>Crédit-bail et Location avec option d'achat</b> (note 9)	<b>7 237 940</b>	<b>6 788 709</b>
<b>Location simple</b> (note 9)	<b>1 694 126</b>	<b>2 339 043</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b> (note 10)	<b>26 099</b>	<b>27 672</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 10)	<b>3 799</b>	<b>6 613</b>
<b>Autres actifs</b> (note 11)	<b>515 301</b>	<b>368 257</b>
<b>Comptes de régularisation - Actif</b> (note 12)	<b>186 913</b>	<b>163 394</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>20 063 401</b>	<b>20 485 398</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b> (note 13)	<b>10 786 481</b>	<b>11 263 144</b>
- Banques Centrales, C.C.P	-	-
- Dettes envers les établissements de crédit	10 786 481	11 263 144
<b>Opérations avec la clientèle</b> (note 14)	<b>4 006 474</b>	<b>2 814 635</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres passifs</b> (note 15)	<b>499 500</b>	<b>552 294</b>
<b>Comptes de régularisation - Passif</b> (note 16)	<b>4 695 376</b>	<b>5 318 794</b>
<b>Provisions</b> (note 17)	<b>25 462</b>	<b>26 663</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Capitaux propres</b> (note 18)	<b>50 107</b>	<b>509 868</b>
- Capital souscrit	138 517	138 517
- Primes d'émission, d'apport, de fusion	168 389	168 389
- Réserves	55 985	55 985
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	63	3
- Résultat de l'exercice	(312 846)	146 975
<b>Total du passif</b>	<b>20 063 401</b>	<b>20 485 398</b>

## Hors Bilan au 31 décembre 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 790 532</b>	<b>1 582 037</b>
- En faveur d'établissements de crédit <sup>(1)</sup>	-	-
- En faveur de la clientèle	1 790 532	1 582 037
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 329</b>	<b>558</b>
- En faveur d'établissements de crédit	-	-
- En faveur de la clientèle	3 329	558
<b>Engagements sur titres et créances</b>	<b>1 848 000</b>	<b>1 920 300</b>
- Titres et créances donnés en garantie auprès de la BCE <sup>(2)</sup>	1 848 000	1 920 300
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>(180 000)</b>	<b>(70 000)</b>
- Reçus d'établissements de crédit <sup>(3)</sup>	(180 000)	(70 000)
<b>Engagements de garantie</b>	<b>(1 086 328)</b>	<b>(1 236 163)</b>
- Reçus d'établissements de crédit	(1 086 328)	(1 236 163)

(1) Les engagements sur offres préalables de crédit à la clientèle sont pris en compte. Les autorisations de lignes de crédit accordées au réseau, révocables à tout moment, ne sont pas prises en compte, sauf contrats particuliers.

(2) Il s'agit du montant de collatéral mobilisable auprès de la BCE. CREDIPAR a remis 1 848 millions d'euros de titres ABS sur son compte de garantie, que la Banque de France a valorisé pour un total de 1 682 millions d'euros.

(3) Il s'agit d'engagements de financement reçus de Banque Stellantis France.

## Compte de résultat au 31 décembre 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>654 382</b>	<b>734 737</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit (note 20)	63 791	89 063
- Sur opérations avec la clientèle (note 21)	215 886	297 411
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe (note 22)	374 705	348 262
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(453 486)</b>	<b>(463 387)</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit (note 20)	(338 454)	(435 795)
- Sur opérations avec la clientèle (note 21)	(115 032)	(27 593)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe (note 22)	-	-
<b>Résultat sur intérêts et produits et charges assimilées</b>	<b>200 896</b>	<b>271 349</b>
<b>Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 23)</b>	<b>2 726 893</b>	<b>2 567 726</b>
<b>Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 23)</b>	<b>(3 238 793)</b>	<b>(2 694 929)</b>
<b>Résultat sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>(511 900)</b>	<b>(127 203)</b>
<b>Produits sur opérations de location simple (note 23)</b>	<b>1 194 966</b>	<b>1 492 963</b>
<b>Charges sur opérations de location simple (note 23)</b>	<b>(983 417)</b>	<b>(1 269 535)</b>
<b>Résultat sur opérations de location simple</b>	<b>211 549</b>	<b>223 428</b>
<b>Revenus des titres à revenu variable (note 24)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Commissions (Produits) (note 25)</b>	<b>172 415</b>	<b>177 590</b>
<b>Commissions (Charges) (note 25)</b>	<b>(25 542)</b>	<b>(11 095)</b>
<b>Commissions nettes</b>	<b>146 874</b>	<b>166 495</b>
<b>Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres produits d'exploitation bancaire (note 26)</b>	<b>6 030</b>	<b>24 482</b>
<b>Autres charges d'exploitation bancaire (note 26)</b>	<b>(122 651)</b>	<b>(110 388)</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(69 203)</b>	<b>448 163</b>
<b>Charges générales d'exploitation (note 27)</b>	<b>(175 246)</b>	<b>(189 186)</b>
<b>Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (note 10)</b>	<b>(5 883)</b>	<b>(5 961)</b>
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(250 332)</b>	<b>253 017</b>
<b>Coût du risque (note 28)</b>	<b>(48 756)</b>	<b>(51 019)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(299 088)</b>	<b>201 998</b>
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 29)</b>	<b>(2 099)</b>	<b>365</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>(301 187)</b>	<b>202 363</b>
<b>Résultat exceptionnel (note 31)</b>	<b>(39)</b>	<b>118</b>
<b>Impôt sur les bénéfices (note 30)</b>	<b>(11 620)</b>	<b>(55 506)</b>
<b>Dotations / reprises de provisions règlementées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(312 846)</b>	<b>146 975</b>
<b>Résultat par action (en euros)</b>	<b>(36,14)</b>	<b>16,98</b>



## Notes annexes aux Etats Financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025

### Note 1 Faits marquants de l'exercice

#### A. Partenariat entre Stellantis Financial Services Europe et Santander Consumer Finance

2025 a été la onzième année du partenariat entre Stellantis Financial Services Europe et Santander Consumer Finance.

La coopération avec Santander Consumer Finance dynamise les activités de refinancement de CREDIPAR permettant ainsi de proposer des offres plus compétitives à nos clients finaux et aux réseaux de distribution des marques du groupe Stellantis.

CREDIPAR est filiale à 100 % de Banque Stellantis France qui est contrôlée à 50/50 par Stellantis Financial Services Europe et par Santander Consumer Finance.

#### B. Participation au programme gouvernemental de Leasing Social 2025

Après avoir participé avec succès au programme de Leasing Electrique 2024 pour lequel CREDIPAR avait financé plus de 32 000 véhicules électriques, CREDIPAR a participé également au programme de Leasing Social 2025 lancé par le Gouvernement le 30 septembre 2025. Ce programme a la même finalité que le programme de 2024 à savoir, inciter les ménages aux revenus modestes à utiliser des véhicules électriques. Le programme 2025 consiste à louer pendant une période minimale de 3 ans un véhicule électrique à un coût mensuel compris entre 100 et 200 euros selon la catégorie de véhicules. Ce tarif très compétitif est obtenu grâce à une aide octroyée principalement par les compagnies pétrolières sous la forme de Certificats d'Economie d'Energie pouvant aller jusqu'à 7 000 euros. 24 000 dossiers de financements qualifiés de Leasing Social ont été acceptés par CREDIPAR au cours de l'exercice 2025 sur les 48 000 dossiers présentés au niveau national tous constructeurs confondus. Le programme sera clôturé début 2026 dès que le montant maximum de 50 000 dossiers de financements aura été atteint. CREDIPAR et Stellantis auront donc obtenu environ 50 % de part de marché sur ce programme dédié aux véhicules électriques. 9 000 demandes ont donné lieu à la mise en place du contrat de financement sous forme de location longue durée au cours de l'année 2025. Le reste des contrats de financement sera mis en place durant le 1<sup>er</sup> semestre 2026.

#### C. Développement de l'activité de collecte d'épargne en Allemagne

En complément de la collecte d'épargne réalisée par CREDIPAR en Allemagne en partenariat avec la société Raisin et sa plateforme internet (market place), CREDIPAR a développé une solution directe de collecte d'épargne sous la marque Distingo Bank à l'instar de ce qui est réalisé en France grâce à un site internet dédié et personnalisé à Distingo Bank. Cette nouvelle opportunité de collecte d'épargne en Allemagne grâce à la licence bancaire française de CREDIPAR a démarré en mai 2025 et permet de poursuivre la stratégie d'optimisation et de diversification des sources de refinancement de CREDIPAR en complément de l'épargne collectée en France ainsi qu'à l'étranger grâce aux plateformes de la société Raisin en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne démarrées en 2023. La collecte d'épargne a crû de manière significative en 2025 pour atteindre quasiment 4 milliards d'euros au 31 décembre 2025.

### Note 2 Principes comptables

Les états financiers de la société CREDIPAR – Compagnie Générale de Crédit aux Particuliers – sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et amendé par le règlement 2020-10 du 22 décembre 2020.

Le règlement ANC n° 2023-03, d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, a modifié divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ainsi, le transfert de charges a été supprimé du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. CREDIPAR n'ayant pas recours à cette technique, ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'effet sur ses comptes annuels.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à G ci-dessous.

Le terme « entreprises liées » désigne toutes les entreprises présentes dans le périmètre de consolidation des groupes STELLANTIS et SANTANDER, auxquels CREDIPAR appartient.

#### A. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurant au bilan sont principalement des véhicules loués et des immobilisations corporelles et incorporelles.

##### Véhicules loués

Les activités de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple apparaissent au bilan pour le montant net des véhicules loués. Les véhicules loués sont amortis sur une durée d'usage de quatre ans, durée réduite à trois ans pour les véhicules d'occasion loués.

Ces modalités ne présentent pas d'écart net significatif par rapport à des amortissements i) sur la durée du contrat de location alors qu'il est probable que l'option sera levée au terme de la location et ii) sur une valeur égale au coût d'acquisition diminué du prix de levée de l'option à l'issue de la période de location, iii) et en comptabilisant sous forme d'amortissements dérogatoires le sous-amortissement par rapport aux règles fiscales tel que permis par l'avis n° 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence du CNC.

### **Immobilisations incorporelles**

Les coûts de développement internes ou externes des solutions informatiques à usage interne et affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation des solutions informatiques avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges. Les solutions informatiques externes sont amorties sur douze mois.

Les fonds de commerce ainsi que les conventions de successeurs constituent des immobilisations incorporelles comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une période maximum de 10 ans, selon le mode linéaire.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, ou le cas échéant, à leur valeur d'apport. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties sur les durées de vie suivantes :

- Constructions	20 à 30 ans, linéaire
- Agencements et mobiliers de bureau	10 ans, linéaire
- Matériels	3 à 5 ans, linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet

## **B. TITRES**

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 Livre II – Titre 3, du 26 novembre 2014, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

### **Titres de placement**

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition, et se répartissent en « Obligations et autres titres à revenu fixe » et en « Actions et autres titres à revenu variable ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres (surcoté / décote) est amorti sur leur durée de vie résiduelle, de façon actuarielle pour les titres de créances négociables et les obligations à coupon zéro ou unique, et de façon linéaire pour les autres titres. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieur à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique (Intérêts et produits assimilés), les intérêts courus non échus étant comptabilisés prorata temporis.

### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés en titres de participation. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

Au bilan, ces titres sont maintenus à leur prix de revient, sauf si leur valeur d'utilité devient inférieure à leur valeur comptable, auquel cas des dépréciations sont constatées. Leur valeur d'utilité est appréciée par l'analyse combinée de plusieurs paramètres à savoir le montant de l'actif net ainsi que les perspectives de bénéfices futurs et de flux de trésoreries futurs (prévisions de dividendes des années à venir). Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## **C. CREANCES SUR LA CLIENTELE ET OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES**

### **C1. Opérations avec la clientèle**

La valeur brute des financements de Vente à Crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts globaux sur la période de financement sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalés de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions sur opérations avec la clientèle ».

La valeur brute des financements de stocks aux réseaux de distribution comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Dans les paragraphes qui suivent, on distinguera la clientèle « retail », correspondant à la « clientèle finale – détail », et la clientèle « hors retail », qui comprend le « corporate réseau », le « corporate hors réseau » comprenant les flottes de grandes entreprises, les flottes des administrations locales et des banques.

### ***Classement en créances douteuses***

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « retail », et de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de 631 jours pour les Administrations publiques et dans la mesure où les impayés constatés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours des créances vers un statut de créances douteuses. Pour la clientèle autre que « retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « rapport flash ». L'existence du « rapport flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

### ***Classement en créances douteuses compromises***

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements considérés comme irrécouvrables, ou qui présentent des échéances impayées de plus de 149 jours pour la clientèle « retail », de plus de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de plus de 631 jours pour les administrations locales, sont classés en créances douteuses compromises. A partir de ce moment, il y a systématiquement déchéance du bénéfice du terme et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

## **C2. Crédit-bail et location longue durée**

Se reporter au paragraphe sur les véhicules loués au paragraphe A ci-avant.

Les loyers impayés échus de moins de 91 jours sont classés en créances rattachées aux immobilisations louées.

### ***Classement en créances douteuses***

Si le dossier présente des impayés de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les administrations locales, les loyers impayés correspondants sont classés en créances douteuses, conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 (cf. les notions de statut immunisant et de statut forçant au paragraphe C1, qui interviennent de la même façon en crédit-bail et en location longue durée).

### ***Classement en créances douteuses compromises***

Si le dossier est considéré comme irrécouvrable ou s'il présente des impayés de plus de 149 jours pour la clientèle « retail », de plus de 451 jours pour la clientèle « corporate » et de plus de 631 jours pour les administrations locales, les loyers impayés correspondants sont classés en créances douteuses compromises, conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014. A partir de ce moment, il y a systématiquement déchéance du bénéfice du terme et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue. L'intégralité du capital restant dû est alors classée en créances douteuses compromises en plus des loyers échus.

## **C3. Commissions reçues et coûts marginaux de transactions étalés**

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques du groupe STELLANTIS ainsi que les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

## **C4. Dépréciations et provisions des créances sur la clientèle**

### ***Dépréciations des créances à la clientèle « retail » :***

- Concernant les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est dépréciée en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan. Dans le cas des opérations de crédit-bail et de location longue durée, la provision porte sur les loyers échus sains.

- En ce qui concerne les créances douteuses et les créances douteuses compromises, telles que définies précédemment, la société a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses et douteuses compromises. Elle s'applique à la totalité de l'encours, en affectant en priorité 100 % sur les impayés échus. Dans le cas des opérations de crédit-bail et de location longue durée, la dépréciation porte sur les loyers échus douteux et douteux compromis. A partir de la déchéance du terme, la dépréciation au taux de pertes moyennes actualisées porte sur les loyers échus et le capital restant dû devenu exigible.

#### ***Dépréciations des créances à la clientèle autre que « retail » :***

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « rapport flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

Dans le cas des opérations de location longue durée, la dépréciation porte sur les loyers échus douteux et douteux compromis. A partir de la déchéance du terme, elle porte aussi sur le capital restant dû exigible.

- A la suite de la revue de la qualité des actifs (AQR), différents indicateurs (risques pays, secteurs, zones à risques, etc...) ont été pris en compte à titre complémentaire afin de déterminer des dépréciations sur base collective. Un modèle de dépréciation a été développé afin de constater une dépréciation collective sur l'encours sain « corporate ».

#### ***Passages en pertes :***

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise au compte de résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité également au compte de résultat. Les procédures de la société CREDIPAR prévoient le passage en pertes des créances présentant 48 mois d'impayés pour la « vente à crédit », et 24 mois d'impayés pour la location avec option d'achat, la location longue durée ou le crédit-bail.

### **C5. Créances restructurées**

Un encours douteux peut être restructuré, du fait de la situation financière du débiteur. En fonction des modalités de restructuration choisies, la Société est amenée à constater ou non une décote.

La décote correspond à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs de capital et d'intérêts issus de la restructuration.

Indépendamment des aspects liés aux garanties complémentaires éventuellement demandées, les modalités de restructuration suivantes peuvent être utilisées, seules ou combinées :

- Abandon de créance : L'abandon de principal ou d'intérêt (échu ou couru) est constaté en perte ; le montant abandonné ne figure plus à l'actif.

- Report d'échéance à titre gratuit : Les reports d'échéances (ou période de franchise « gratuite ») peuvent être imposés par une commission de surendettement (de type Neiertz en France), laquelle peut décider d'un moratoire de paiement. Dans ce cas, la décote correspond à l'actualisation (au taux du crédit) pendant la durée du report.

- Baisse du taux d'intérêt : Les baisses de taux induisent mécaniquement la création d'une décote. La décote correspond à l'écart entre les flux actualisés au nouveau taux du crédit et les flux actualisés au taux initial du crédit.

- Allongement de la durée du crédit : Pris isolément (sans report d'échéance ni baisse de taux), l'allongement de la durée du crédit ne produit aucune décote, le Taux d'intérêt effectif du concours se trouve inchangé. Dans ce cas précis, la créance n'est pas considérée comme étant restructurée, mais seulement réaménagée.

Pour ses Créances restructurées, la Société a choisi le retour en encours sains, dans une sous-catégorie spécifique (encours sains restructurés), jusqu'à l'échéance finale.

Cette possibilité est spécifiquement prévue par le Règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Retour immédiat en encours douteux dès le premier impayé. Communication en Annexe du traitement appliqué aux créances restructurées (principes et méthodes, montant) ;

- Maintien d'une dépréciation au moins égale à la décote éventuelle. L'inscription en encours sains restructurés est faite dès que les nouvelles modalités de relations établies entre la Société et le client sont connues (report d'échéance à titre gratuit, baisse de taux, etc.)

Dans la mesure où l'existence d'une restructuration antérieure constitue un indicateur effectif de risque de perte (loss event), il a été décidé de maintenir une dépréciation sur les encours restructurés, égale à celle prévue sur les encours sains avec impayés.

Dans la mesure où la Société maintient une dépréciation sur encours restructurés supérieure au montant de la décote, aucune décote n'est comptabilisée, conformément à la possibilité ouverte par le Règlement ANC n° 201407.

Lorsqu'à la suite d'un retour en encours sains par restructuration, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, il est immédiatement transféré en encours douteux, dès le premier impayé. Après 149 jours d'impayés (pour les clients « retail ») ou 451 jours d'impayés (pour les clients « corporate »), il est déclassé en encours douteux compromis, selon la procédure classique.

### **C6. Opérations de titrisation**

Les titrisations de créances de « vente à crédit » font disparaître les encours correspondants du bilan ; elles ne dégagent pas de résultat de cession.

Les titrisations de loyers futurs de location avec option d'achat ou de location longue durée ont pour conséquence la constatation d'un passif au bilan, représentatif des loyers perçus d'avance. Ce passif est amorti en résultat selon un rythme similaire à celui de l'exigibilité des loyers initialement cédés. Elles ne dégagent pas de résultat de cession.

## **D. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL**

### **Engagements résiduels du régime de la Caisse de Retraite du Personnel Bancaire**

La provision pour engagements résiduels du régime de la Caisse de Retraite du Personnel Bancaire est constituée, si nécessaire, sur la base de la valeur actuelle probable des versements annuels, destinés à compléter les ressources nécessaires au paiement de la retraite complémentaire AGIRC - ARRCO. Il n'y a plus de provision au titre de cet engagement, les versements effectués à ce jour couvrant l'intégralité des droits acquis.

### **Engagements pour indemnités de fin de carrière, retraites complémentaires**

Les salariés de CREDIPAR perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes à la législation, des suppléments de retraite suivant le régime à cotisations définies ainsi que d'indemnités de départ à la retraite.

Dans le cadre du régime à cotisations définies, la société n'a pas d'autre obligation que le paiement des cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice.

Pour ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le groupe, la compagnie d'assurance a reçu les fonds nécessaires et est responsable du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont totalement couverts par les fonds versés à la compagnie d'assurances.

Depuis 2002, les salariés de CREDIPAR ne bénéficient plus de régime à prestations définies.

Les indemnités de départ à la retraite sont quant à elles évaluées par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement une hypothèse de date de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, des hypothèses d'augmentation de salaires et de rotation du personnel.

Il s'agit des indemnités de fin de carrière, pour lesquelles les droits acquis sont intégralement couverts.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans. Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat l'année de leur constatation.

Les fonds externes sont appelés à couvrir les engagements de retraite. Ainsi, dans le cas où les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés, une charge constatée d'avance est comptabilisée à l'actif du bilan.

### **Engagements pour médailles du travail**

La dette latente couvrant les charges futures de règlement des médailles du travail est intégralement couverte par une provision.

## **E. INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

### **Nature des opérations**

Les encours consentis par CREDIPAR à la clientèle, sous forme de « vente à crédit », de location avec option d'achat ou de location simple, sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la valeur économique du bilan et sur la marge nette d'intérêt est géré dans le respect de seuils définis dans le cadre de l'appétit au risque de la banque, en contractant des dérivés avec des contreparties bancaires. Ces dérivés sont qualifiés de macro-couverture.

Toutes les opérations réalisées par CREDIPAR sur les dérivés sont des opérations de couverture réalisées sur des marchés de gré à gré (swaps principalement).

### **Principes d'enregistrement**

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux sont enregistrés conformément aux dispositions du Règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

#### *Opérations de macro-couverture*

Les opérations de couverture des encours clientèle à taux fixe réalisées par CREDIPAR sont qualifiées de macro-couverture. Les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

#### *Opérations de micro-couverture*

Les dettes à taux fixe peuvent être couvertes par des opérations de micro-couverture, dont les charges et les produits sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

#### *Traitement des soultes*

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

#### *Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps – appels de marges*

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur, l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance » et l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

### **Informations relatives au risque de contrepartie sur instruments dérivés**

Les dérivés sont conclus avec des contreparties bancaires et des établissements financiers de premier plan et en catégorie "investment grade". Les instruments dérivés sont traités dans le cadre de conventions ISDA/BBF et font l'objet d'appel de marge (CSA/ARG) avec toutes les contreparties. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction de leur notation par les agences de rating. Les utilisations des limites sont mesurées et vérifiées et les éventuels dépassements sont communiqués. Les informations relatives au suivi du risque de contrepartie font également l'objet d'un reporting mensuel par la Direction des risques au comité ALCO (Asset & Liability Committee) et au comité des risques.

## **F. PARTICIPATION ET INTERESSEMENT DES SALARIES**

La société CREDIPAR applique pour l'exercice 2025 le régime légal de participation des salariés et également un intéressement pour partager la valeur ajoutée de la société, montant diminué de la participation légale, conformément à l'accord social signé avec les partenaires sociaux. Pour l'exercice 2025, le montant global de participation et d'intéressement des salariés s'établit à 8,7 millions d'euros (forfait social inclus).

## **G. IMPOT SUR LES BENEFICES**

En 2016, a été créé le groupe d'intégration fiscale Banque Stellantis France regroupant sa filiale à 100 %, CREDIPAR, ainsi que CLV, filiale à 100 % de CREDIPAR.

Au titre de l'exercice 2025, la Société continue d'être assujettie à l'impôt sur les sociétés à titre individuel.

## **NOTE 3 Présentation des opérations de titrisation**

### **A. Nouvelles opérations de titrisation intervenues au cours de l'exercice :**

Le 28 mai 2025, CREDIPAR a cédé pour 642 millions d'euros correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente des véhicules en fin de période de location) au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Leases 2025. La création de ce nouveau fonds est concomitante à l'émission de titres seniors (Class A) pour 526,4 millions d'euros notés AAA(sf) / Aaa(sf) dont 500 millions d'euros ont été placés auprès d'investisseurs et 26,4 millions d'euros souscrits par CREDIPAR et correspondant à 5 % des titres seniors émis, au titre de son obligation de rétention de risque. CREDIPAR a également souscrit les titres juniors (Class B) non listés et non notés pour 115,6 millions d'euros, ainsi que les 2 parts résiduelles de 150 € chacune.

### **B. Autres événements intervenus au cours de l'exercice**

Le 03 mai 2013, SOFIRA (société absorbée par CREDIPAR en 2015) a cédé au compartiment France 2013 du Fonds Commun de Titrisation AU TO ABS DFP MASTER 869,8 millions d'euros de créances commerciales sur des concessionnaires Peugeot, Citroën et DS. Le fonds a émis des obligations seniors (classe A) notées Aaa(sf) / AAA(sf) à hauteur de 550 millions d'euros, des obligations seniors (classe S) notées Aaa(sf) / AAA(sf) à hauteur de 30 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) à hauteur de 228 millions d'euros non notées et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par SOFIRA (absorbée par CREDIPAR).

En 2020, le programme pour un montant maximum de 1,5 milliards de titres seniors a été restructuré et est redevenu public. A cet effet, un prospectus initial a été approuvé par l'AMF le 17 septembre 2020, et l'opération notée par 2 agences. La période de rechargement a été initialement étendue jusqu'à septembre 2025 et les critères de concentration sur les débiteurs des créances ont été modifiés, permettant une hausse du potentiel de créances titrisables. Le rehaussement de crédit de la transaction a par ailleurs été revu à la baisse, en ligne avec une notation des titres seniors à un niveau AA / Aa à partir des émissions du 21 septembre 2020. Le 27 juin 2025, la période de rechargement a été une nouvelle fois étendue jusqu'en septembre 2026. Au 31 décembre 2025, l'intégralité des obligations émises par ce fonds (seniors « classe S » et juniors « classe B ») est détenue par CREDIPAR pour un montant de 1,42 milliards d'euros. Les titres seniors sont utilisés en collatéral auprès de la Banque de France en vue de constituer un coussin de liquidité utilisable en cas de stress de liquidité.

Le 28 juillet 2016, CREDIPAR a cédé pour un montant de 341 millions d'euros correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente des véhicules en fin de période de location) au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016. Le compartiment a émis des obligations seniors (classe A) non notées pour 256,6 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. L'ensemble des titres seniors a été placé auprès d'un pool d'investisseurs et la période initiale de revolving de la transaction a été fixée à 2 ans. En novembre 2025, la transaction a été amendée pour étendre la période de rechargement du fonds pour la cinquième fois (jusqu'à décembre 2027), avec des titres seniors souscrits par un pool d'investisseurs à hauteur de 1 350 millions d'euros et par CREDIPAR à hauteur de 71,1 millions d'euros (correspondant à 5 % des titres seniors émis) au titre de son obligation de rétention de risque, selon la méthode dite verticale. CREDIPAR détient également l'intégralité des titres junior (classe B).

Le 28 juin 2021, CREDIPAR a cédé pour 1 006,3 millions d'euros correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente des véhicules en fin de période de location), au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Leases 2021. Le fonds a émis des obligations seniors (classe A) notées à l'émission AAA(sf) / AAA(sf) pour 800 millions d'euros, des obligations mezzanines notées à l'émission AA(sf) / AA+(sf) pour 65,4 millions d'euros, des obligations juniors (classe C) non notées pour 140,9 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros. Lors du lancement de cette opération publique, une partie seulement des obligations classe A (500 millions d'euros) a été offerte au marché, les obligations restantes classe A (300 millions d'euros), les obligations classe B et classe C ainsi que les parts résiduelles ont été souscrites par CREDIPAR au closing en date du 28 juin 2021. CREDIPAR a ensuite revendu les 3 000 obligations classe A qu'il avait souscrites en octobre 2021. La transaction est entrée en amortissement en juin 2022 et a été liquidée (clean-up call) le 29/04/2025.

Le 24 avril 2024, CREDIPAR a cédé pour 722 millions d'euros de créances de financement automobile, au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Loans 2024. La création de ce nouveau fonds est concomitante à l'émission de titres seniors (Class A) pour 650 millions d'euros notés AAAsf / Aaa(sf) et placés auprès d'investisseurs. CREDIPAR a souscrit les titres mezzanines (Class B) notés Aasf / A1(sf) (36,1 millions d'euros), les titres juniors (Class C) non listés et non notés pour 36,13 millions d'euros, ainsi que les 2 parts résiduelles de 150 € chacune. La transaction est entrée en amortissement en mai 2025.

Le 27 juillet 2017, CREDIPAR a cédé pour 350 millions d'euros de créances correspondant à des contrats de location longue durée (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente des véhicules en fin de période de location) au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French LT Leases Master. Le fonds a émis des obligations seniors (classe A) non notées pour 244,3 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées pour 105,7 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. L'ensemble des titres seniors a été placé auprès d'un pool d'investisseurs et la période initiale de revolving de la transaction a été fixée à 2 ans. La transaction a par la suite été amendée en 2021, le dernier amendement de la transaction ayant eu lieu en novembre 2021, pour étendre la durée de rechargement du fonds jusqu'à novembre 2023 pour un financement des titres seniors par un pool d'investisseurs à hauteur de 600 millions d'euros. Ce fonds est entré en amortissement le 23 novembre 2023 et a été liquidé (clean-up call) le 23/07/2025.

### **C. Autres opérations en cours :**

Le 29 novembre 2012, CREDIPAR a cédé pour 296 millions d'euros de créances de financement automobile, au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Loans Master. Le compartiment a émis des obligations seniors (classe A) notées AAA / Aaa pour 267 millions d'euros, des obligations juniors (classe B) non notées pour 29 millions d'euros et des parts résiduelles à hauteur de 300 euros souscrites par CREDIPAR. En mai 2023, la période de rechargement a été étendue pour une troisième fois jusqu'à mai 2028 et les critères d'éligibilité des créances ont été élargis à de nouveaux produits (véhicules électriques), permettant une hausse du potentiel de créances titrisables. La taille du programme est maintenue à 2,5 milliards d'euros de titres seniors, et la notation des titres a été revue à AA(sf) / Aaa(sf). Au 31 décembre 2025, CREDIPAR détient 757 millions d'euros d'obligations seniors émises par ce fonds (classe A) et l'intégralité des obligations juniors (Classe B). Au 31 décembre 2025, CREDIPAR continue de détenir au moins 5 % de chaque série d'obligations au titre de son obligation de rétention de risque, selon la méthode dite verticale. Les titres seniors sont utilisés en collatéral auprès de la Banque de France en vue de constituer un coussin de liquidité utilisable en cas de stress de liquidité.

Le 9 décembre 2022, CREDIPAR est entré dans un contrat de garantie financière avec le fonds FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2022 créé le même jour. La protection souscrite par CREDIPAR porte sur le risque mezzanine (pour un montant de 37,5 millions d'euros) d'un portefeuille de référence de 586 millions de prêts auprès d'une clientèle de particuliers, originés par CREDIPAR. Cette protection a été financée par l'émission d'obligations mezzanine par le FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2022 et de deux parts résiduelles. Les obligations mezzanines ont été placées auprès d'investisseurs et CREDIPAR a souscrit les deux parts résiduelles. La période de référencement de nouvelles créances au titre de cette garantie était définie pour une durée d'un an (pour compenser l'amortissement des créances du portefeuille initial). La transaction est entrée en amortissement depuis janvier 2024.

Le 26 octobre 2023, CREDIPAR a cédé pour 573 millions d'euros correspondant à des contrats de location avec option d'achat (créances de loyers futurs et créances portant sur la vente des véhicules en fin de période de location), au Fonds Commun de Titrisation Auto ABS French Leases 2023. Le fonds a émis des obligations seniors (Class A) pour 450 millions d'euros notés AAA(sf) / AAA(sf), et placés auprès d'investisseurs. CREDIPAR a souscrit les titres mezzanines (Class B) notés AA (high)(sf) / AA(sf) (37,9 millions d'euros), les titres juniors (Class C) non listés et non notés (85,4 millions d'euros), ainsi que les 2 parts résiduelles (de 150 € chacune). La transaction est entrée en amortissement en novembre 2024. Au 31 décembre 2025, CREDIPAR détient l'intégralité des obligations Classe B et Classe C.

Le 11 juillet 2024, CREDIPAR est entré dans un contrat de garantie financière avec le fonds FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2024 créé le même jour. La protection souscrite par CREDIPAR porte sur le risque mezzanine (pour un montant de 48,1 millions d'euros) d'un portefeuille de référence de 740 millions d'euros de prêts auprès d'une clientèle de particuliers, originés par CREDIPAR. Cette protection a été financée par l'émission d'obligations mezzanine par le FCT Auto ABS Synthetic French Loans 2024 et de deux parts résiduelles de 150 € chacune. Les obligations mezzanine ont été placées auprès d'investisseurs et CREDIPAR a souscrit les deux parts résiduelles. La période de référencement de nouvelles créances au titre de cette garantie est définie pour une durée de 18 mois (pour compenser l'amortissement des créances du portefeuille initial). Le premier amortissement sur cette transaction débutera en janvier 2026.

## Note 4 - Caisse, Banques Centrales

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
- Caisse	5	5
- Banques Centrales	86 377	78 068
- Créances rattachées	-	-
- Banque Centrale Overnight Deposits	1 154 542	1 220 014
<b>Total</b>	<b>1 240 925</b>	<b>1 298 087</b>

## Note 5 - Créances sur les établissements de crédit

### Ventilation des créances à vue / à terme

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Comptes ordinaires débiteurs et prêts jour le jour</b>		
- Entreprises liées	50 089	106 740
- Hors Groupe	374 932	455 303
	<b>425 020</b>	<b>562 043</b>
<b>Prêts à terme</b>		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	820 605	566 377
- Hors Groupe	-	-
	<b>820 605</b>	<b>566 377</b>
<b>Créances rattachées</b>		
Sur jour le jour et comptes ordinaires		
- Entreprises liées	2 977	2 054
- Hors Groupe	-	-
	<b>2 977</b>	<b>2 054</b>
Sur prêts à terme		
- Entreprises liées	-	-
- Hors Groupe	-	-
	-	-
<b>Total</b>	<b>1 248 602</b>	<b>1 130 474</b>

(1) Le montant de 820,6 millions d'euros correspond à :

- Un prêt intragroupe de 695 M€ accordé à BSF, avec une échéance supérieure à un an.
- Un prêt intragroupe de 125,2 M€ accordé à BSF, avec une échéance inférieure à un an.
- Un montant de 405 k€ correspondant à du cash collatéral.



## Note 6 - 1 Opérations avec la clientèle

### Ventilation des créances par activité

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Créances sur la clientèle saine</b>	<b>3 474 151</b>	<b>3 321 585</b>
- Clientèle finale - Ventes à crédit		
- <b>Encours sains clientèle finale - ventes à crédit</b>	<b>284 049</b>	<b>297 892</b>
<i>dont encours sains avec impayés</i>	8 493	10 312
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>		
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé</b>		
- Financement de stocks aux réseaux		
- <b>Encours sains financement de stocks aux réseaux</b>	<b>24 846</b>	<b>31 811</b>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé financement de stock</b>		
- Autres créances commerciales avec le réseau		
- <b>Encours sains - Autres créances commerciales avec le réseau</b>	<b>2 632 156</b>	<b>2 505 492</b>
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>		
- Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)		
- <b>Encours sains Autres créances réseaux</b>	<b>533 099</b>	<b>486 390</b>
<i>dont encours sains avec impayés</i>	26	28
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains</b>		
- <b>Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé</b>		
<b>Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle</b>	<b>48 945</b>	<b>56 198</b>
- Etalement des coûts d'acquisition	51 802	56 453
- Etalement des frais de dossiers.	-	-
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(2 857)	(255)
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
- Entreprises liées	5	
- Hors groupe		
<b>Créances douteuses et douteuses compromises nettes <sup>(1)</sup></b>	<b>9 738</b>	<b>11 299</b>
- Clientèle finale - Ventes à crédit	7 926	11 222
- Financement de stocks aux réseaux	158	75
- Créances commerciales encours douteux	1 129	83
- Autres créances et comptes ordinaires	525	(81)
<b>Créances rattachées</b>	<b>5 801</b>	<b>7 586</b>
- Ventes à crédit	1 120	1 192
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>	1 102	1 170
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>	18	22
- Financement de stocks aux réseaux		
- Autres créances et comptes ordinaires	4 680	6 394
<i>dont sur créances saines</i>	4 680	6 394
<i>dont sur créances saines avec impayés</i>		
<i>dont sur créances douteuses</i>		
<i>dont sur créances compromises</i>		
<b>Total</b>	<b>3 538 641</b>	<b>3 396 668</b>

(1) Le montant des créances douteuses, des créances douteuses compromises et des dépréciations est donné dans la note 28 sur le coût du risque.

### Echéancier des créances sur la clientèle au 31.12.2025 (hors créances commerciales, comptes ordinaires et coût amorti)

(En milliers d'euros)	Echues	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	31.12.2025
Créances sur la clientèle finale - ventes à crédit	440	19 680	58 170	200 536	5 223	284 049
Financement de stock au réseau	-	14 670	8 643	1 534	-	24 846
Autres créances réseaux	14	180 937	348 876	1 075	2 197	533 099
	<b>455</b>	<b>215 287</b>	<b>415 689</b>	<b>203 145</b>	<b>7 420</b>	<b>841 995</b>

## Echéancier des créances sur la clientèle au 31.12.2024 (hors créances commerciales, comptes ordinaires et coût amorti)

(En milliers d'euros)	Echues	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	31.12.2024
Créances sur la clientèle finale - ventes à crédit	680	20 406	58 519	212 720	5 567	297 892
Financement de stock au réseau	23	17 647	11 541	2 601	-	31 811
Autres créances réseaux	10	136 970	346 256	1 013	2 140	486 390
	<b>713</b>	<b>175 022</b>	<b>416 315</b>	<b>216 334</b>	<b>7 708</b>	<b>816 093</b>

## Note 6 - 2 Analyse des créances douteuses et douteuses compromises

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Activité de financement " Clientèle finale - ventes à crédit " (A - cf. section A de la note 28)		
Non compromises	3 056	3 759
Montant brut	11 456	12 578
- échus	2 895	2 944
- à échoir <sup>(2)</sup>	8 562	9 634
Dépréciations (A - cf. section A de la note 28)	(8 401)	(8 819)
- échus <sup>(1)</sup>	(2 895)	(2 944)
- à échoir <sup>(2)</sup>	(5 506)	(5 875)
Financement de stock Réseaux (C - cf. section C de la note 28)		
Non compromises	157	46
Montant brut	157	46
Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)		-
Créances commerciales " Réseaux " (C - cf. section C de la note 28)		
Non compromises	1 129	83
Montant brut	2 335	501
Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)	(1 206)	(418)
Activité de financement " Autres Réseaux et Comptes Ordinaires "		
Non compromises	522	30
Montant brut	2 347	1 887
Dépréciations (C - cf. section C de la note 28)	(1 825)	(1 857)
Activité de financement " Autres "		
Non compromises	3	3
Montant brut	8	8
- échus	-	-
- à échoir	8	8
Dépréciations (C - cf. section B de la note 28)	(6)	(6)
- échus <sup>(1)</sup>	10	11
- à échoir <sup>(2)</sup>	(16)	(17)
Activité de financement " Clientèle finale - ventes à crédit "		
Compromises	4 871	7 462
Montant brut	27 779	36 096
Dépréciations (A - cf. section A de la note 28) <sup>(1) (3)</sup>	(22 908)	(28 633)
Activité de financement stock " Réseaux "		
Compromises	-	29
Montant brut	227	144
Dépréciations (B - cf. section B de la note 28)	(226)	(115)
Activité de financement " Autres Réseaux et comptes ordinaires "		
Compromises	-	
Montant brut	3	82
Dépréciations (C - cf. section C de la note 28) <sup>(1)</sup>	(3)	(82)

Activité de financement " Autres "		
Compromises	1	(114)
Montant brut	68	424
Dépréciations (C - cf. section C de la note 28) <sup>(1) (3)</sup>	(67)	(538)

(1) En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash en fonction d'une analyse du risque personnalisée, les impayés échus (capital + intérêts) sont dépréciés à 100 %.

(2) En ce qui concerne les créances douteuses, pour la partie à échoir des clients Retail, la dépréciation est telle que, ajoutée aux 100 % sur les montants échus, la dépréciation totale atteint le niveau de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

(3) En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est déchue du terme, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des impayés échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

## Note 7 - Obligations et autres titres à revenu fixe

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Titres de placement à revenu fixe	4 285 541	4 455 532
- Titres d'investissement <sup>(1)</sup>	4 285 541	4 455 532
Créances rattachées <sup>(2)</sup>	28 304	458 217
<b>Total</b>	<b>4 313 845</b>	<b>4 913 749</b>

(1) Il s'agit des titres auto souscrits par CREDIPAR dans le cadre des opérations de titrisation.

(2) Les créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe correspondent aux produits à recevoir des Fonds Communs de Titrisation.

## Note 8 - Parts dans les entreprises liées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Augmentation	Diminution	31.12.2025
<b>Parts dans les entreprises liées :</b>				
Etablissements de crédit				
- Brut <sup>(1)</sup>	52 292	-	-	52 292
- Provisions	-	-	-	-
Autres <sup>(2)</sup>				
- Brut	441	4 480	-	4 921
- Provisions	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>52 732</b>	<b>4 480</b>	<b>-</b>	<b>57 212</b>

(1) Il s'agit des titres CLV.

(2) Il s'agit des certificats d'associés au Fond de Garantie des dépôts.

## Note 9-1 Crédit-Bail et Location avec option d'achat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Valeurs brutes	13 029 235	11 376 935
Amortissements	(5 818 817)	(4 610 586)
Valeurs nettes	7 210 418	6 766 349
Créances rattachées (dont loyers impayés sains)	15 682	6 575
Créances douteuses (loyers impayés douteux) <sup>(1)</sup>	2 492	1 948
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(1 907)	(1 878)
Créances douteuses nettes	585	70
Créances douteuses compromises (loyers impayés douteux compromis) <sup>(1)</sup>	45 351	33 101
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(38 558)	(26 831)
Créances douteuses compromises nettes	6 794	6 270
Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle	4 461	9 444
- Etalement des coûts d'acquisition	313 250	260 174
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(308 789)	(250 730)
<b>Total</b>	<b>7 237 940</b>	<b>6 788 709</b>

## Note 9-2 Location simple

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Location simple		
Valeurs brutes	3 852 877	4 777 720
Amortissements	(2 150 906)	(2 468 343)
Valeurs nettes	1 701 971	2 309 377
Créances rattachées (dont loyers impayés sains)	17 136	18 975
Créances douteuses (loyers impayés douteux) <sup>(1)</sup>	1 080	1 073
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(867)	(917)
Créances douteuses nettes	213	156
Créances douteuses compromises (loyers impayés douteux compromis) <sup>(1)</sup>	39 147	23 711
Dépréciations (B - cf. renvoi B de la note 28) <sup>(2)</sup>	(33 792)	(20 112)
Créances douteuses compromises nettes	5 356	3 598
Eléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle	(30 549)	6 936
- Etalement des coûts d'acquisition	54 482	83 887
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(85 030)	(76 951)
<b>Total</b>	<b>1 694 126</b>	<b>2 339 043</b>

(1) En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash en fonction d'une analyse personnalisée, les loyers échus sont dépréciés à 100 %.

(2) En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est déchue du terme, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des loyers échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

## Note 9-3 : Eléments financiers

Dans les comptes sociaux, l'aspect juridique prime. Les biens donnés en crédit-bail et en location financière sont inscrits dans les immobilisations et amortis sur leur durée de vie estimée suivant un mode linéaire ou dégressif, lorsque la réglementation fiscale le permet. Les loyers sont enregistrés en produits prorata temporis.

Afin d'appréhender son résultat réel économique, CREDIPAR tient une comptabilité financière qui analyse les opérations de crédit-bail et de location simple comme des crédits octroyés au locataire (encours financier). Les loyers perçus sont décomposés en intérêts et en amortissement financier de l'encours.

La réserve financière est alimentée par la différence entre le résultat comptable et le résultat financier. Elle représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier net correspondant (encours financier sous déduction des dépréciations financières et provisions sur engagements de financement donnés).

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Réserve financière <sup>(1)</sup>	3 149 071	2 451 241
Encours financiers nets	7 747 284	6 605 409
Résultat net financier <sup>(2)</sup>	266 762	274 970

(1) La réserve financière est alimentée par la différence entre le résultat comptable et le résultat financier. Elle représente l'écart entre la valeur nette comptable des immobilisations louées et l'encours financier net correspondant.

(2) Le résultat de CREDIPAR prenant compte de la présentation financière des biens donnés en crédit-bail et en location financière serait égal à 266 762 milliers d'euros, alors qu'il est de -312 846 milliers d'euros en appliquant l'approche juridique patrimoniale.

## Note 10 - Immobilisations corporelles et incorporelles

### Immobilisations incorporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Augmentation (autres)	Diminution	Transfert bilan	Désactivati on	31.12.2025
Valeur brute						
- Solutions informatiques	-	4 670	-			4 670
- Solutions informatiques en cours	2 056	2 614	(4 670)			
- Autres	32 258	-	-			32 258
Amortissements	-	-	-			
- Solutions informatiques	-	(393)	-			(393)
- Autres	(6 641)	(3 794)	-		-	(10 436)
Valeur nette comptable						
- Solutions informatiques	-	4 276	-		-	4 276
- Solutions informatiques en cours	2 056	2 614	(4 670)		-	
- Autres	25 617	(3 794)	-		-	21 822
Total	27 672	3 096	(4 670)		-	26 099

### Immobilisations corporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Augmentation (autres)	Diminution	Transfert bilan	Désactivati on	31.12.2025
Valeur brute						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport	6 504	1 800	(1 795)		-	6 509
- Autres	5 072	-	(4 488)		-	584
Amortissements						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport	(2 519)	(1 498)	1 091		-	(2 926)
- Autres	(2 444)	(197)	2 273		-	(368)
Valeur nette comptable						
- Terrains et constructions	-	-	-		-	-
- Matériel de transport	3 986	301	(704)	-	-	3 583
- Autres	2 627	(197)	(2 215)	-	-	215
Total	6 613	105	(2 919)	-	-	3 798

## Note 11 - Autres actifs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dépôts de garantie versés aux fonds - réserves de liquidité <sup>(1)</sup>	77 231	92 890
Dépôts de garantie versés aux fonds - Avance de recouvrement	4 500	5 200
Dépôts de garantie versés aux fonds - Réserve de performance	-	-
Etat et organismes sociaux <sup>(2)</sup>	150 611	40 922
Débiteurs divers <sup>(3)</sup>	282 960	229 244
- dont entreprises liées	17 796	15 397
Total	515 301	368 257

(1) Dans le cadre des garanties données aux fonds de titrisation pour couvrir différents risques de ces fonds, CREDIPAR a effectué plusieurs dépôts de garantie (constitution de réserves de liquidité, d'avance de recouvrement et de réserves de performance) aux FCT, qui s'élèvent à fin 2025 à :

- 17,83 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013,
- 11,40 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Loans Master,
- 32,00 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016,
- 4,35 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Leases 2023,
- 6,35 millions d'euros dans le cadre de l'opération Auto ABS French Loans 2024.

(2) Ce poste comprend notamment :

- Les acomptes d'IS versés à la société mère (Banque Stellantis France) pour 44,3 millions d'euros,
- La TVA déductible sur immobilisations corporelles pour 43,4 millions d'euros,
- Un crédit de TVA en attente de remboursement pour 61,6 millions d'euros.

(3) Ce poste comprend notamment :

- Les contributions des marques pour 126 millions d'euros
- Les créances relatives aux valeurs résiduelles facturées aux concessionnaires pour 139 millions d'euros

## Note 12 - Comptes de régularisation - Actif

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Charges payées d'avance		
Frais de mise en place des FCT	791	1 937
Décote CRD et paiement différé de créances cédées au fonds Master DFP <sup>(1)</sup>	18 757	22 066
Autres charges payées d'avance <sup>(2)</sup>	86 006	57 813
Produits à recevoir	105 555	81 817
Sur instruments financiers à terme <sup>(3)</sup>	510	1 244
Autres produits à recevoir	14 048	13 924
	14 557	15 168
Autres comptes de régularisation <sup>(4)</sup>	66 801	66 409
<b>Total</b>	<b>186 913</b>	<b>163 394</b>

(1) La décote de CRD correspond à la différence entre le prix d'acquisition de la créance, payé par le FCT, et le capital restant dû sur cette créance.

(2) Les charges payées d'avance sont notamment composées :

- Des charges sur dettes groupe étalées pour 4 millions d'euros,
- Des charges constatées d'avance pour commissions sur produits d'assurance pour 68,8 millions d'euros,
- Des charges liées aux émissions de titres NEU CP précomptés pour 3,3 millions d'euros.

(3) Les produits à recevoir sur instruments financiers à terme concernent principalement les intérêts sur swaps de macro-couverture. Les écritures de réescompte fin de mois sont nettes pour chaque swap (produit à recevoir net pour les swaps gagnants, charge à payer nette pour les swaps perdants, cf. note 19).

(4) Ce poste représente principalement la valeur de véhicules vendus par les marques à CREDIPAR devant faire l'objet d'un financement et en attente de traitement.

## Note 13.1 - Banques Centrales, C.C.P

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
- Banques Centrales		
- Dettes rattachées		
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 13.2 - Dettes envers les établissements de crédit

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires créditeurs		
- Entreprises liées	29 617	14 821
- Hors groupe	1 186	2 206
	30 802	17 027
Comptes et emprunts à vue		
- Entreprises liées	-	-
Comptes et emprunts à terme		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	10 669 000	11 154 000
- Hors groupe <sup>(2)</sup>	-	-
	10 669 000	11 154 000
Titres donnés en pension		
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	-	-
Dettes rattachées		
Sur jour le jour et comptes ordinaires		
- Entreprises liées	8 367	1 056
- Hors groupe	-	-
	8 367	1 056
A terme		
- Entreprises liées	78 312	91 060
- Hors groupe	-	-
	78 312	91 060
Sur titres données en pension		
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	-	-
	-	-
<b>Total</b>	<b>10 786 481</b>	<b>11 263 144</b>

## Echéancier des comptes et emprunts à terme au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	1 620 000	4 149 000	4 290 000	350 000	10 409 000
- Autres établissements de crédit <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 620 000</b>	<b>4 149 000</b>	<b>4 290 000</b>	<b>350 000</b>	<b>10 409 000</b>

(1) Les comptes et emprunts à terme auprès des entreprises liées se décomposent de la manière suivante à fin 2025 :

- 6,5 milliards d'euros auprès de Banque Stellantis France liés au refinancement,
- 3,8 milliards d'euros auprès de SANTANDER CONSUMER FINANCE liés au refinancement.

(2) Il s'agit du refinancement auprès de la Banque de France.

Le refinancement de CREDIPAR S.A. est assuré principalement par Banque Stellantis France et SANTANDER CONSUMER FINANCE.

## Note 14 - Opérations avec la clientèle

Ventilation des dettes à vue / à terme

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dettes à vue		
Entreprises liées		
- Comptes ordinaires créditeurs		
Hors groupe		
- Comptes ordinaires créditeurs	633	1 022
- Autres sommes dues <sup>(1)</sup>	4 005 840	2 813 614
Dettes à terme		
Entreprises liées		
- Comptes créditeurs à terme		
- Dettes rattachées		
Hors groupe		
- Autres dettes à terme		
<b>Total</b>	<b>4 006 474</b>	<b>2 814 635</b>

(1) L'augmentation est due à l'activité de collecte de dépôts avec la clientèle de particuliers intermédiée via les plateformes internet de RAISIN.

## Note 15 - Autres passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dettes vis-à-vis des fonds de titrisation <sup>(1)</sup>	258 525	302 898
Etat et organismes sociaux	55 633	56 131
Dettes fournisseurs <sup>(2)</sup>	108 169	135 030
Autres passifs <sup>(3)</sup>	77 173	58 235
- dont entreprises liées	-	-
<b>Total</b>	<b>499 500</b>	<b>552 294</b>

(1) CREDIPAR a mis en place des opérations de titrisations synthétiques, pour couvrir les pertes (correspondant aux pertes inattendues "unexpected losses") sur son portefeuille de prêts. Ces opérations correspondent à des garanties dites financées. L'argent correspondant au montant garanti initial est déposé sur un compte gagé au bénéfice du fonds de titrisation : - garantie de 37,5 millions d'euros déposée sur un compte gagé au bénéfice du fonds Auto ABS Synthetic French Loans 2022 (titrisation en phase d'amortissement depuis décembre 2023).

- garantie de 48,1 millions d'euros déposée sur un compte gagé au bénéfice du fonds Auto ABS Synthetic French Loans 2024 (titrisation en phase de rechargement).

(2) Il s'agit principalement des véhicules en cours de règlement auprès des marques du groupe Stellantis et des commissions à verser aux apporteurs d'affaires.

(3) Ce poste comprend notamment :

- La participation et l'intéressement des salariés pour 8,69 millions d'euros en 2025, contre 7,56 millions d'euros en 2024.
- Les primes d'assurances à reverser pour 21,23 millions d'euros en 2025, contre un montant de 19,67 millions d'euros en 2024.
- Les tiers créditeurs VR pour 46 Millions d'euros en 2025, contre 26,8 millions d'euro en 2024.

## Note 16 - Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Loyers futurs titrisés <sup>(1)</sup>	3 997 140	4 621 966
Autres produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	241 256	252 527
Charges à payer sur Instruments Financiers à Terme <sup>(3)</sup>	231	93
Autres charges à payer <sup>(4)</sup>	293 419	283 403
Comptes de régularisation divers <sup>(5)</sup>	163 330	160 804
<b>Total <sup>(5)</sup></b>	<b>4 695 376</b>	<b>5 318 794</b>

(1) En 2025, ce montant correspond aux loyers futurs titrisés dans :- Le Fonds Commun Auto ABS French Leases Master Compartment 2016 pour 2 948 millions d'euros,

- Le Fonds Commun Auto ABS French Leases 2023 pour 414 millions d'euros.

- Le Fonds Commun Auto ABS French Leases 2025 pour 635 millions d'euros.

(2) Il s'agit notamment des loyers relatifs à l'activité de location perçus d'avance pour 207,3 millions d'euros à fin 2025 contre un montant de 197,2 millions en 2024 et d'appels de marge sur swaps pour 15 millions d'euros à fin 2025 contre un montant de 23 millions d'euros en 2024.

(3) Il s'agit des intérêts à payer sur swaps de macro-couverture.

(4) Il s'agit notamment des charges à payer pour les frais généraux pour 61,6 millions d'euros, pour les charges de personnel pour 17,2 millions d'euros et pour la rémunération des apporteurs d'affaires pour 214,2 millions d'euros.

(5) Il s'agit notamment des comptes de liaisons en lien avec les prélèvements & virements émis pour 103,3 millions d'euros et en lien avec la maintenance et les prestations d'assurances pour 60 millions.

## Note 17 – Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	31.12.2025
<b>Provisions liées au coût du risque</b>						
<i>Clientèle finale crédit</i>						
- Clientèle finale - Ventes à crédit						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Clientèle finale crédit " (- cf. section A de la note 28)	32	6	(9)	-		29
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé " Clientèle finale crédit " (- cf. section A de la note 28)	1 709	-	(211)	-		1 498
<i>Réseaux</i>						
- Financement de stocks aux réseaux						
- Dépréciation pour risque sur encours sains financement de stock " Financement de stock " (- cf. section C de la note 28)	57	5	(24)	-		38
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé financement de stock " Financement de stock " (- cf. section C de la note 28)	-	-	-	-		-
- Autres créances commerciales avec le réseau						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Autres créances commerciales avec le réseau " (- cf. section C de la note 28)	-	-	-	-		-
<i>Autres créances</i>						
- Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)						
- Dépréciation pour risque sur encours sains " Autres créances réseaux " (- cf. section D de la note 28)	9 672	2 134	(1 793)	-		10 012
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé " Autres créances réseaux " (- cf. section D de la note 28)	5	-	(1)	-		4
<i>Clientèle finale location</i>						
- Crédit-bail et location avec option d'achat						



- Dépréciation pour risque sur encours sains " Clientèle finale " (H1 - cf. renvoi H de la note 28)	-	1	(0)	-		1
- Dépréciation pour risque sur encours sains avec impayé " Clientèle finale " (B - cf. renvoi B de la note 28)	321	65	(18)			367
- Location simple						
- Dépréciation pour risque avéré sur encours sains " Clientèle finale " (H2 - cf. renvoi H de la note 28)	18	13	(5)	-		27
- Dépréciation pour risque avéré sur encours sains avec impayé " Clientèle finale " (H2 - cf. renvoi H de la note 28)	192	16	(80)	-		128
<b>Autres provisions</b>						
- Pensions et retraites <sup>(1)</sup>	10 587	419	(30)	-	(182)	10 795
- Médaille du travail	793	26	-	-	(30)	789
- Prêt à long terme	961	74	(138)	-		897
- Divers exploitation non bancaire <sup>(2)</sup>	1 769	73	(1 610)	-		232
- Engagement douteux réseau	548	513	(417)	-		644
<b>Total</b>	<b>26 663</b>	<b>3 345</b>	<b>(4 335)</b>	<b>-</b>	<b>(212)</b>	<b>25 462</b>

(1) Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés dans les comptes sociaux. Ils concernent les indemnités qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite des salariés. Les salariés de CREDIPAR bénéficient par ailleurs de compléments de retraite, régime à cotisations définies, qui sont versés annuellement aux retraités. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, l'entreprise n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

(2) La baisse de cette provision est due aux frais liés au plan de regroupement des agences.

## Note 18 - Variation des capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Affectation du résultat (dividendes 2025)	Résultat de l'exercice	Autres	31.12.2025
Capital	138 517				138 517
Primes d'émission, d'apport, de fusion	168 389				168 389
Réserve légale	13 852	-			13 852
Réserve statutaire	33 386				33 386
Autres réserves	8 747	-			8 747
Report à nouveau	2	60			62
Dividendes	-				-
Amortissements dérogatoires	-			-	-
Provision pour investissement	-				-
Résultat <sup>(1)</sup>	146 975	(146 975)	(312 846)		(312 846)
<b>Total</b>	<b>509 868</b>	<b>(146 915)</b>	<b>(312 846)</b>	<b>-</b>	<b>50 107</b>

(1) L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, constate l'absence de montant distribuable dû à un montant à affecter débiteur.

Il s'élève à -312 783 257,32 € constitué du déficit de l'exercice 2025 pour -312 846 089,96 € cumulé avec le solde du compte de "Report à nouveau" s'élevant à la somme de 62 832,64 €.

L'Assemblée Générale, au vu de la trajectoire des fonds propres à moyen terme, décide d'affecter comme suit le déficit de l'exercice 2025 :

- Au « report à nouveau » : -312 783 257,32 €  
- Aux actions : 0,00 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend note qu'aucun dividende ne sera versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2025. L'Assemblée Générale rappelle qu'un dividende de 16,97 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024, qu'un dividende de 4,75 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2023 et qu'un dividende de 13,64 € par action avait été versé au titre de l'exercice 2022.

## Note 19 - Instruments financiers à terme

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Risque de taux d'intérêt</b>		
<b>Contrats sur opérations de taux (swaps de taux) <sup>(1)</sup></b>	<b>4 321 506</b>	<b>2 005 596</b>
- Micro-couverture	-	-
- Macro-couverture	3 051 000	878 000
- Back swaps de titrisation	1 270 506	1 127 596

(1) Les instruments comptabilisés à la juste valeur par résultat, ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire. Leur juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation utilisant des données de marché observables (niveau 2).

### Ventilation des opérations par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
0 à 1 an	251 000	362 000
1 à 5 ans	2 800 000	516 000
+ de 5 ans	1 270 506	1 127 596
<b>Total</b>	<b>4 321 506</b>	<b>2 005 596</b>

### Equivalent risque de crédit

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Swaps de taux</b>		
- Contrepartie établissements de crédit	33 058	19 494
- Autres contreparties	-	-

L'équivalent risque de crédit est calculé à partir du nominal des opérations auquel est appliquée une pondération qui dépend de la nature et de la durée du contrat. Pour les contrats de taux d'intérêt, la pondération est de 0 % pour les contrats dont la durée résiduelle est inférieure à un an, 0,5 % pour les contrats dont la durée résiduelle est supérieure à un an mais inférieure à cinq ans et 1,5 % pour les contrats de plus de cinq ans.

### Coût de remplacement des instruments financiers à terme sur marchés de gré à gré

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Swaps de taux</b>		
- Valeur +	19 282	24 257
- Valeur -	(4 142)	(3 670)

### Résultat comptabilisé sur instruments financiers à terme

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Macro-couverture</b>		
- Produits (cf. note 21)	16 805	100 556
- Charges (cf. note 21)	(3 281)	(12 601)
<b>Micro-couverture</b>		
- Produits (cf. note 20)	-	-
<b>Total</b>	<b>13 524</b>	<b>87 955</b>

## Note 20 - Intérêts et assimilés sur opérations avec les établissements de crédit

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
Intérêts sur comptes et prêts		
- Entreprises liées	22 869	3 009
- Hors groupe	40 922	86 054
<b>Total</b>	<b>63 791</b>	<b>89 063</b>
<b>Charges</b>		
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		
- Entreprises liées	(1 054)	(1 553)
- Hors groupe	-	-
Intérêts sur comptes et emprunts à terme		
- Entreprises liées <sup>(1)</sup>	(318 626)	(383 592)
- Hors groupe	-	-
Intérêts sur dettes représentées par un titre	-	-
Autres <sup>(2)</sup>	(18 774)	(50 649)
<b>Total</b>	<b>(338 454)</b>	<b>(435 795)</b>

(1) Ce poste comprend les intérêts sur emprunts à terme consentis par Banque Stellantis France (236,74 millions d'euros) et SANTANDER CONSUMER FINANCE (47,83 millions d'euros) (cf. note 13).

(2) Ce poste comprend les intérêts d'emprunts souverains liés au TLTRO pour 0 millions d'euros contre 30,65 millions euros l'an dernier.

## Note 21 - Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
Intérêts sur concours à la clientèle		
- Vente à crédit	19 679	27 081
<i>dont contribution marque Citroën</i>	(219)	(46)
<i>dont contribution marque Peugeot</i>	78	463
- Financement stock	180 559	248 713
- Autres	<b>15 647</b>	21 617
<i>dont contribution du groupe au titre des cartes, dispo &amp; prêts personnels</i>	-	-
	215 886	297 411
<b>Total</b>	<b>215 886</b>	<b>297 411</b>
<b>Charges</b>		
Coûts d'acquisition		
- Rémunérations apporteurs	(38 726)	(42 788)
- Autres coûts d'acquisition	(1 313)	(1 177)
Impact net de la couverture du risque de taux des crédits à la clientèle (macro-couverture des financements à taux fixes) <sup>(1)</sup>	(40 039)	(43 965)
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	13 524	87 955
	13 524	87 955
Intérêts sur livret	(78 878)	(60 162)
	(78 878)	(60 162)
Autres charges	(9 640)	(11 421)
	(9 640)	(11 421)
<b>Total</b>	<b>(115 032)</b>	<b>(27 593)</b>

(1) La macro-couverture correspond à la mise à taux révisable de certains crédits à la clientèle (dont les produits à taux fixe sont détaillés ci-dessus), les refinancements de ces crédits (dont les charges sont détaillées dans la note 20) étant eux-mêmes à taux révisable.

## Note 22 - Intérêts et assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Intérêts sur les parts résiduelles souscrites auprès des fonds de titrisation	292 718	244 507
- Intérêts sur obligations souscrites auprès des fonds de titrisation	81 987	103 755
- Intérêts sur bons du trésor Français	-	-
<b>Total</b>	<b>374 705</b>	<b>348 262</b>
<b>Charges</b>		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Titres de créances négociables	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Détail des intérêts liés aux parts résiduelles souscrites auprès de chaque fonds de titrisation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013	47 232	26 528
Auto ABS French Loans Master	31 203	34 488
Auto ABS French Leases Master Compartiment 2016	156 769	108 485
Auto ABS French LT Leases Master	10 907	19 502
Auto ABS French Leases 2018	-	-
Auto ABS French Leases 2021	4 172	25 354
Auto ABS French Leases 2023	14 780	16 562
Auto ABS French Loans 2024	15 946	13 587
Auto ABS French Leases 2025	11 709	-
<b>Sous total titrisation</b>	<b>292 718</b>	<b>244 507</b>

## Note 23 - Produits et charges sur opérations de location simple

Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
- Loyers	1 908 968	1 831 290
dont contribution marque Citroën	24 556	40 763
dont contribution marque Peugeot	94 272	93 986
dont contribution marque Opel	13 470	26 416
dont contribution marque FCA	43 480	40 731
<b>sous-total marques</b>	<b>175 778</b>	<b>201 897</b>
- Commissions diverses	1 706	1 757
- Plus-values de cessions	816 219	734 679
<b>TOTAL</b>	<b>2 726 893</b>	<b>2 567 726</b>
<b>Charges</b>		
- Amortissements	(3 075 271)	(2 586 171)
- Autres charges	(342)	(4 616)
<b>Coûts d'acquisition</b>		
- Rémunérations apporteurs	(151 986)	(114 929)
- Autres coûts d'acquisition	(11 194)	10 787
<b>TOTAL</b>	<b>(3 238 793)</b>	<b>(2 694 929)</b>

## Produits et charges sur opérations de location longue durée

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
- Loyers	706 944	1 091 054
dont contribution marque Citroën	9 992	10 959
dont contribution marque Peugeot	24 722	25 210
dont contribution marque Opel	1 982	1 081
dont contribution marque FCA	-	2 879
<b>sous-total marques</b>	<b>36 695</b>	<b>40 129</b>
- Commissions diverses	22 795	25 078
- Plus-values de cessions	465 227	376 831
<b>TOTAL</b>	<b>1 194 966</b>	<b>1 492 963</b>
<b>Charges</b>		
- Amortissements	(930 681)	(1 192 583)
- Autres charges	(950)	(1 656)
<b>Coûts d'acquisition</b>		
- Rémunérations apporteurs	(50 606)	(75 569)
- Autres coûts d'acquisition	(1 180)	274
<b>TOTAL</b>	<b>(983 417)</b>	<b>(1 269 535)</b>

## Note 24 - Revenus des titres à revenu variable

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Revenus des parts dans les entreprises liées		
- Dividendes reçus de sociétés françaises <sup>(1)</sup>	-	-
Total	-	-

(1) Il s'agit des dividendes versés à CREDIPAR par la filiale CLV.

## Note 25 - Commissions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Produits</b>		
- Sur opérations avec la clientèle	562	1 622
- Sur opérations sur titres	-	-
- Sur instruments financiers à terme	-	-
- Sur prestations de service <sup>(1)</sup>	171 853	175 967
<b>Total</b>	<b>172 415</b>	<b>177 590</b>
<b>Charges</b>		
- Sur prestations de service	(1 056)	(493)
- Commissions diverses <sup>(2)</sup>	(1 954)	(2 920)
- Sur opérations avec la clientèle	(22 532)	(7 682)
<b>Total</b>	<b>(25 542)</b>	<b>(11 095)</b>

(1) Ce poste comprend notamment :

- Les commissions de courtage pour 130 millions d'euros en 2025 contre 127 millions d'euros en 2024,
- Les commissions sur prestations de recouvrement versées par le FCT pour 21,7 millions d'euros en 2025 contre 22,5 millions d'euros en 2024.

(2) Il s'agit des frais de montage, de gestion des titrisations et des opérations sur titres.

## Note 26 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>6 030</b>	<b>24 482</b>
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(122 651)</b>	<b>(110 388)</b>
- Amortissement décote sur CRD <sup>(1)</sup>	(98 972)	(97 075)
- Autres charges diverses	(23 678)	(13 313)

(1) Dans le cadre de la titrisation Auto ABS DFP Master Compartiment France 2013, l'écart entre la valeur nominale des créances cédées et le prix d'achat de ces créances par le fonds est enregistré en décote à l'actif du bilan. Lors du règlement de ces créances, la décote est amortie et enregistrée en contrepartie dans le compte de charge amortissement décote sur CRD.

## Note 27 - Charges générales d'exploitation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>		
<b>Frais de personnel <sup>(1)</sup></b>		
- Salaires	(45 351)	(43 674)
- Charges sociales	(21 099)	(22 832)
- Intéressement et participation	(8 770)	(7 561)
	<b>(75 220)</b>	<b>(74 067)</b>
<b>Autres charges de structure</b>	<b>(101 900)</b>	<b>(117 143)</b>
<b>Refacturation à d'autres sociétés du groupe</b>	<b>1 774</b>	<b>1 874</b>
<b>Refacturation à d'autres sociétés hors groupe</b>	<b>100</b>	<b>151</b>
	<b>(100 026)</b>	<b>(115 118)</b>
<b>Total</b>	<b>(175 246)</b>	<b>(189 186)</b>

(1) L'effectif moyen des salariés (CDI + CDD y compris alternants) employé par CREDIPAR pendant l'exercice 2025 est de 778 personnes. Il se compose de 295 techniciens (dont 43 alternants) et de 483 cadres.

L'effectif au 31 décembre 2025 est de 778 personnes soit 712,6 Equivalents Temps Plein dont 43 alternants.

## Note 28- Coût du risque par catégorie de clientèle A

### - Evolution de l'encours douteux

<i>(En milliers d'euros)</i>	Bilan au 31.12.2024	Production nette	Passage en pertes	Récupération s sur créances amorties	Dotations/Re prises	Impact résultat Coût du Risque	Bilan au 31.12.2025
<b>A. Clientèle finale crédit</b>							
Créances saines sans impayés	288 750	(12 091)					276 659
Créances saines avec impayés	10 334	(1 823)					8 511
Créances douteuses	12 578	(1 122)					11 456
Créances douteuses compromises	36 096	(24 459)	16 142				27 779
Total Encours brut	347 758	(39 495)	16 142				324 405
Dépréciations créances saines sans impayés	(32)				3		(29)
Dépréciations créances saines avec impayés	(1 708)				211		(1 496)
Dépréciations créances douteuses	(8 819)				418		(8 401)
Dépréciations créances douteuses compromises	(28 632)				5 725		(22 906)
Total Dépréciations	(39 191)				6 356		(32 834)
Total valeur nette Clientèle Finale Crédit	308 567	(39 495)	16 142		6 356		291 571
Récupérations sur créances amorties				4 700			
Total valeur nette Clientèle Finale Crédit			(16 142)	4 700	6 356	(5 085)	
<b>B. Clientèle finale location</b>							
Créances saines sans impayés	9 096 789	(155 975)					8 940 814
Créances saines avec impayés	4 488	(96)					4 392
Créances douteuses	3 022	550					3 571
Créances douteuses compromises	56 812	(5 769)	33 456				84 499
Total Encours brut	9 161 110	(161 290)	33 456				9 033 276
Dépréciations créances saines sans impayés	(20)				(9)		(30)
Dépréciations créances saines avec impayés	(512)				17		(494)
Dépréciations créances douteuses	(2 795)				21		(2 774)
Dépréciations créances douteuses compromises	(46 944)				(25 406)		(72 349)
Total Dépréciations	(50 268)				(25 377)		(75 645)
Total Valeur nette Clientèle Finale location	9 110 842	(161 290)	33 456		(25 377)		8 957 631
Récupérations sur créances amorties				16 166			
Total valeur nette Clientèle Finale location <sup>(1)</sup>			(33 456)	16 166	(25 377)	(42 667)	

C. Financement de stock réseaux et créances commerciales							
Créances saines sans impayés	2 537 280	119 722					2 657 002
Créances saines avec impayés	23	(23)					-
Créances douteuses	547	1 945					2 493
Créances douteuses compromises	144	(1 142)	1 224				226
Total Encours brut	2 537 994	120 503	1 224				2 659 721
Dépréciations créances saines sans impayés	(57)				19		(38)
Dépréciations créances saines avec impayés	-				-		-
Dépréciations créances douteuses	601				(885)		(283)
Dépréciations créances douteuses compromises	(116)				(111)		(227)
Total Dépréciations	429				(977)		(548)
Nette Financement Réseaux + commerciales	2 538 423	120 503	1 224		(977)		2 659 173
Récupérations sur créances amorties				1			
Total valeur nette Financement Réseaux + créances commerciales			(1 224)	1	(977)	(2 200)	
D. Autres créances réseaux (dont crédits à l'équipement, crédit revolving)							
Créances saines sans impayés	492 741	45 004					537 744
Créances saines avec impayés	28	(2)					26
Créances douteuses	1 907	459					2 366
Créances douteuses compromises	506	(852)	417				71
Total Encours brut	495 182	44 608	417				540 207
Dépréciations créances saines sans impayés	(9 669)				(341)		(10 008)
Dépréciations créances saines avec impayés	(10 865)				1 232		(9 633)
Dépréciations créances douteuses	(1 874)				32		(1 842)
Dépréciations créances douteuses compromises	(621)				550		(71)
Total Dépréciations	(23 032)				1 474		(21 558)
Total valeur nette Autres créances réseaux	472 150	44 608	417		1 474		518 649
Récupérations sur créances amorties				139			
Total valeur nette Autres créances Réseaux			(417)	139	1 474	1 196	
Encours total							
Créances saines sans impayés	12 415 560	(3 340)					12 412 220
Créances saines avec impayés	14 872	(1 944)					12 929
Créances douteuses	18 054	1 832					19 886
Créances douteuses compromises	93 558	(32 223)	51 240				112 575
Total Encours brut	12 542 044	(35 674)	51 240				12 557 610
Dépréciations créances saines sans impayés	(9 778)				(328)		(10 107)
Dépréciations créances saines avec impayés	(13 085)				1 460		(11 625)
Dépréciations créances douteuses	(12 887)				(413)		(13 300)
Dépréciations créances douteuses compromises	(76 314)				(19 241)		(95 556)
Total Dépréciations	(112 065)				(18 523)		(130 588)
Total valeur nette Encours total	12 429 979	(35 674)	51 240	-	(18 523)		12 427 022
Récupérations sur créances amorties				21 006			
Total valeur nette Encours total			(51 240)	21 006	(18 523)	(48 756)	

(1) Il est à noter que les dotations, reprises, pertes et récupérations sur pertes sont présentées au niveau de la note 28 Coût du risque et non pas au niveau des postes Produits et charges sur opérations de Crédit-bail et Produits et charges sur opérations de location simple. Ces éléments totalisent 24,2 millions d'euros relatifs aux opérations sur Crédit-bail et 17 millions d'euros relatifs à la location simple en 2025 contre respectivement 18,3 millions d'euros et 12 millions d'euros en 2024.

En ce qui concerne les créances douteuses, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash en fonction d'une analyse personnalisée, les loyers échus sont dépréciés à 100 %.

En ce qui concerne les créances douteuses compromises, dont la quasi-totalité est déchue du terme, et en dehors des clients Corporate pour lesquels le niveau de la dépréciation est formalisé dans le Rapport Flash, la dépréciation porte sur l'ensemble des loyers échus et du capital restant dû au taux de pertes moyennes actualisées, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe C de la note 2 sur les principes comptables.

Note 29 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Sur immobilisations propres		
- Gains	195	429
- Pertes	(2 294)	(64)
Sur immobilisations financières		
Reprise de provisions		
Dotation/Reprise pour dépréciation de titres	-	-
Total	(2 099)	365

Note 30 - Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
- Impôt calculé sur le bénéfice fiscal 2025	11 620	55 506
- dont remboursement crédit d'impôt famille	-	-
Total	11 620	55 506

Note 31 - Charges et produits exceptionnelles

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges exceptionnelles		
- Processus de liquidation concessionnaires " unbankables "	39	767
Produits exceptionnels		
- Processus de liquidation concessionnaires " unbankables "	-	(885)
- Prix de cession fonds de commerce LLD	-	-
Total	39	(118)

Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2025 et jusqu'au 18 février 2026, date d'examen des comptes par le Conseil d'Administration, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers.

Note 33 - Inventaire du Portefeuille Titres

SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	Capital social	Capitau x propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consent is par la société non encore rembou rsés	Montan t des cautions et avals donnés par la société	Bénéfic e ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividen de s encaissé s par la société au cours de l'exercic e
				Brute	Nette				
1) RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR LES TITRES DONT LA EXCEDE 1 % DU CAPITAL SOCIAL									
(Filiales détenues à plus de 50 % du capital) Compagnie pour la location de véhicules - CLV <sup>(1)</sup> 43 rue Jean-Pierre Timbaud, 78300 Poissy	33 421	10 603	100	52 292	52 292	-	-	5 728	
0) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES Participations dans sociétés françaises	-	-	-	p.m.	p.m.				

(1) Les filiales de CREDIPAR ne sont pas cotées.



## Note 34 – Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

(Articles D133, D135, D148 du décret du 23 mars 1967)

<i>(En milliers d'euros, sauf précision contraire)</i>	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital en fin d'exercice						
- Capital social	138 517	138 517	138 517	138 517	138 517	138 517
- Nombre d'actions émises	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313	8 657 313
Résultat global des opérations de l'exercice						
- Chiffre d'affaires hors taxes	3 403	3 767	3 221	2 928	2 880	2 511
- Résultat avant impôt, amortissements et provisions	3 629	3 363	3 312	2 974	2 814	2 390
- Impôt sur les bénéfices	11 620	55 506	5 970	(80)	49 647	25 438
- Résultat après impôt, amortissements et provisions	-312 846	146 975	41 053	21 502	161 035	78 931
- Participation des salariés due au titre de l'exercice	8 690	7 557	8 100	7 080	7 270	7 302
- Participation des salariés- Régul. exercices antérieurs	490	490	490	(490)	(533)	-
- Dividendes	-	146 915	41 122	118 086	64 410	78 955
Résultat des opérations réduit à une seule action						
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions (en euro)	417,79	382,10	381,84	343,54	319,36	273,10
Résultat après impôts, amortissements et provisions (en euro)	-36,14	16,98	4,74	2,48	18,60	9,12
* Dividende net attribué à chaque action (en euro) :						
- dividende distribué	0,00	16,97	4,75	13,64	7,44	9,12
- avoir fiscal						
Personnel						
- Montant de la masse salariale de l'exercice	45 063	43 893	40 915	40 128	39 496	39 511
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc..)	21 099	22 832	21 821	17 362	20 074	19 021
- Effectif à fin décembre 2025	778	785	723	760	759	777

## Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et au vu de la trajectoire des fonds propres à moyen terme, décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de - 312.846.089,96 € au compte « report à nouveau » qui passerait de 62.832,64 € à -312.783.257,32 €.

L'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende ne sera versé à l'actionnaire au titre de l'exercice 2025.

L'Assemblée Générale rappelle qu'un dividende de 16,97 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2024, qu'un dividende de 4,75 € par action avait été versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2023 et qu'un dividende de 13,64 € par action avait été versé au titre de l'exercice 2022.

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société 43 rue Jean Pierre Timbaud - 78300 Poissy.